

détaillant en possession des droits qu'ils possédaient comme citoyens et comme hommes d'affaires avant la guerre. Voilà le moyen de restaurer notre pays et de le libérer de quelques entraves.

Dans le rapport, il est question de l'assurance dans les cas des enfants naissants, des mères en couches, de la vieillesse et de l'enterrement. Je crains bien qu'après que le contribuable aura acquitté les taxes imposées par les derniers budgets, une assurance publique ne devienne nécessaire pour payer les frais de son enterrement. Je puis vous affirmer que même des membres de cette Chambre connaissent des citoyens qui ont besoin de ce secours et j'ai moi-même connu des députés qui sont morts si pauvres qu'on a dû passer le chapeau pour les faire enterrer. Mes honorables collègues sont libres de rire, mais c'est la vérité. Je connais quelques-uns des directeurs de funérailles de ma ville; ce sont d'excellents citoyens doués d'un réel esprit civique et qui font un beau travail d'hygiène publique. Il m'a été donné d'assister à plusieurs funérailles depuis deux ou trois semaines et je sais ce que souffrent les gens de cette ville.

Nous entendons beaucoup parler d'organisation sociale et de la nouvelle Utopie, le paradis, dans lequel nous serons appelés à vivre. Je puis dire à ces faiseurs de plans que le paradis nouveau, ou une partie du service d'hygiène ou hospitalier dont ils parlent, a pris naissance dans l'hôtel de ville de Toronto où l'on a établi un service moderne de santé. Un de mes collègues, l'honorable député de Parkdale (M. Bruce), était le premier chirurgien de l'hôpital général de Toronto. Notre ville a été la première à se lancer dans la législation sociale. Le regretté Dr Hastings a organisé là le service de santé le plus moderne de l'Amérique du Nord. Cet homme et ses collègues qui l'appuyaient et dont j'ai parlé tout à l'heure ont dû lutter, avec l'aide de l'*Evening Telegram*, pour lancer une campagne de réforme du service d'hygiène et pour réorganiser ce service ainsi que le département des travaux municipaux. Grâce à leurs efforts, on a exécuté un magnifique programme de législation sociale comprenant l'établissement d'un service moderne d'aqueduc et d'égoût et un service moderne d'hygiène et de travaux municipaux. D'autres journaux ont prêté main-forte dans la suite.

Depuis quelque temps, l'honorable député de York-Sud (M. Noseworthy) a pris l'habitude de faire la tournée des campagnes de l'Ontario. Comme il a autrefois été un fervent du baseball, il ne trouvera pas mauvais, je crois, que je lui rappelle cette habitude des anciens jours. Je peux toutefois lui dire que ce sont les hommes d'initiative de la ville

[M. Church.]

de Toronto qui ont doté de ces services la circonscription qu'il représente. Ce sont des conservateurs de l'Ontario, Whitney et Beck, et le conseil municipal de Toronto qui ont proposé à Queen's Park la mesure législative qui devait assurer à un prix modique l'éclairage et la force motrice aux citoyens de la province. Ce sont eux qui ont doté l'Ontario de ces services, et qui ont fait adopter la loi des accidents du travail et plusieurs autres avantageuses mesures sociales. Et qu'a fait la ville de Toronto? Elle a marqué la voie en matière de législation sur l'hygiène, en versant des subventions aux hôpitaux, en instituant l'inspection dentaire et médicale pour les élèves des écoles, en établissant la journée de travail de huit heures, en aménageant le port, en faisant l'acquisition du réseau de tramways, en raccordant les chemins de fer aux autobus, en améliorant les moyens de transport de façon à permettre aux maraîchers d'écouler leurs produits dans les villes et en soulageant, par une amélioration des services de transportation, la crise du logement. Voilà quelques-unes des choses qu'ont accomplies la ville et le conseil municipal de Toronto. Je suis fier de ce que nous ayons toujours eu un admirable conseil municipal. Nous avons toujours eu la bonne fortune d'avoir un conseil prêt à servir les intérêts des citoyens. Peu de temps avant que je devinsse régisseur et commissaire de police, en 1909, les membres de la force policière n'avaient qu'un jour de congé par mois. Puis un congé d'un jour par semaine leur fut donné et plus tard on leur accorda ainsi qu'aux pompiers, la journée de huit heures, et l'on adopta le régime des pelotons. Dans l'octroi des nouvelles places, on accorda la préférence aux soldats. Tous les services dont je viens de parler sont du domaine municipal, et ils ont été fournis aux contribuables de Toronto, sans aucune aide financière de la part du gouvernement fédéral; ce qui prouve bien que ce sont surtout les administrations municipales et non le gouvernement fédéral, qui ont institué ces mesures de sécurité sociale.

On me permettra de rappeler que la province d'Ontario et la ville de Toronto ont été attaqués l'autre jour par le révérend J. R. Mutchmor, secrétaire social de la United Church. Malgré tout le respect que j'ai pour cette Eglise et pour lui, je dois dire que lors de la randonnée qu'il a faite, en compagnie de M. Fogg, dans tout le Canada, de Regina à Halifax, M. Mutchmor semble avoir eu l'esprit embrouillé du matin au soir. Il critique la province d'Ontario. Il écrivait samedi dernier dans les journaux de Toronto:

La province exceptionnelle d'Ontario est menacée de passer pour l'enfant gâté de la Confédération.